



## **DELEGATION REGIONALE PARIS-NORMANDIE**

### **PRESTATIONS DE SERVICE DE ROUTAGE DU MAGAZINE DU CNRS ET DE DIVERS DOCUMENTS**

#### **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES CCAP**

##### **CODE NACRES :**

**FB.11** : Services de distribution et routage.

##### **CODES CPV :**

**64121100-1** : Services de distribution de courrier.

##### **SERVICE QUI PASSE L'ACCORD CADRE**

CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (CNRS)  
Délégation régionale Paris Normandie  
Service Financier et Comptable  
Secteur Achats  
3, rue Michel-Ange  
75794 Paris Cedex 16

##### **MODE DE PASSATION :**

La présente consultation est passée selon la procédure adaptée, en application des articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la commande publique.

##### **FORME DE L'ACCORD-CADRE :**

L'accord-cadre est mono-attributaire et s'exécute par l'émission de bons de commande au fur et à mesure de la survenance des besoins en application des dispositions des articles R. 2162-4 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du Code de la commande publique et selon les montants suivants, sur sa durée totale, reconductions comprises :

- Sans montant minimum global
- Montant maximum global : 140 000 € HT

## SOMMAIRE

ARTICLE I – OBJET DE L’ACCORD CADRE .....	3
ARTICLE II – NATURE DE L’ACCORD CADRE .....	3
ARTICLE III – PIECES CONSTITUTIVES DE L’ACCORD-CADRE .....	3
ARTICLE IV – DUREE DE L’ACCORD-CADRE .....	4
ARTICLE V – OBLIGATIONS DES PARTIES .....	4
ARTICLE VI – SOUS-TRAITANCE .....	5
ARTICLE VII – MODALITES D’EXECUTION DES PRESTATIONS .....	5
ARTICLE VIII – CONFIDENTIALITE .....	7
ARTICLE IX – VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS .....	7
ARTICLE X – PRIX – MODALITES DE VARIATION .....	8
ARTICLE XI – MODIFICATIONS DU CONTRAT .....	9
ARTICLE XII - AVANCE .....	11
ARTICLE XIII - MODALITÉS DE RÈGLEMENT .....	11
ARTICLE XIV – PENALITES .....	13
ARTICLE XV – RESPONSABILITES .....	13
ARTICLE XVI – DROIT DE PROPRIETE INTELLECTUELLE ET PROPRIETE DES SOURCES ET DOCUMENTS PRODUITS .....	14
ARTICLE XVII – PROTECTION DES DONNES A CARACTERE PERSONNEL .....	14
ARTICLE XVIII – ASSURANCES .....	16
ARTICLE XIX - RESILIATION .....	16
ARTICLE XX – LITIGES .....	17
ARTICLE XXI – DEROGATIONS AU CCAG-FCS .....	17

## ARTICLE I – OBJET DE L'ACCORD CADRE

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) a pour objet des **prestations de routage du magazine du CNRS et divers documents de tous types pour la Direction de la communication (DIRCOM) du CNRS.**

L'accord-cadre est passé par la délégation Paris Michel-Ange à la demande de la Direction de la Communication (DIRCOM) du CNRS.

Cet accord-cadre fixe les conditions d'exécution des prestations.

## ARTICLE II – NATURE DE L'ACCORD CADRE

**2.1** Le présent accord-cadre est lancé selon la procédure adaptée, en application des articles L2123-1 et R2123-1 de Code de la commande publique.

**2.2** Il s'agit d'un accord-cadre de prestations de fournitures et de services soumis aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (CCAG/FCS) issu de l'arrêté du 30 mars 2021.

**2.3** Le code NACRES est :

**FB.11** : Services de distribution et routage.

**2.4** il s'agit d'un accord-cadre s'exécutant par l'émission de bons de commande au fur et à mesure de la survenance des besoins. L'accord-cadre n'est pas allotis conformément au paragraphe 2° de l'article L. 2113-11 du Code de la commande publique. La dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

\_Montant maximum global (toutes reconductions comprises) : 140 000,00 euros HT

## ARTICLE III – PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, l'accord-cadre est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

L'acte d'engagement dûment complété, daté et signé par le titulaire et son annexe financière dûment complétée par le titulaire : le Bordereau des prix unitaires (BPU) ;

1. Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
2. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
3. Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) issu de l'arrêté du 30 mars 2021 ;
4. L'offre technique du titulaire, comprenant notamment le cadre de réponse technique ;
5. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

Toute clause, portée dans le(s) tarif(s) ou documentation quelconque du titulaire et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives de l'accord-cadre, est réputée non écrite.

Les conditions générales et particulières de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Le titulaire est réputé connaître parfaitement l'ensemble des normes et règlements applicables aux prestations et en avoir tenu compte dans l'établissement de ses prix.

## **ARTICLE IV – DUREE DE L'ACCORD-CADRE**

### **4.1 Durée**

L'accord-cadre est conclu pour une durée d'un an (1) à compter du 18 mai 2025 ou à compter de sa notification si celle-ci est postérieure au 18 mai 2025.

Conformément aux dispositions des articles L2125-1 et R 2112-4 du code de la commande publique, il peut être renouvelé deux (2) fois, pour un an, et une troisième fois, pour 7 mois, par tacite reconduction sans toutefois que sa durée totale n'excède le 1<sup>er</sup> décembre 2028.

En application de l'article R.2112-4 du code de la commande publique, le titulaire ne peut refuser cette reconduction. Si le titulaire rencontre des difficultés en cours d'exécution de l'accord-cadre, il est invité à prendre contact avec l'acheteur pour les étudier et travailler, si possible, à la mise en place de solutions pour la continuité des relations contractuelles.

### **4.2 Non-Reconduction**

Le cas échéant, la Personne Responsable de l'Accord-cadre notifie au titulaire, par lettre recommandée avec accusé de réception ou au moyen d'échanges électroniques probants, sa décision de ne pas reconduire l'accord-cadre, au moins deux (2) mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre.

Le titulaire reste cependant engagé jusqu'à la fin de la période en cours.

## **ARTICLE V – OBLIGATIONS DES PARTIES**

### **5.1 Obligation du titulaire**

Le titulaire désigne parmi son personnel un ou deux représentant(s) en charge de l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre, interlocuteurs privilégiés auprès du CNRS. Les représentants du titulaire doivent être joignables facilement par le CNRS du lundi au vendredi, entre 9h00 et 18h00 et parler français.

Dans le cas où ces personnes ne sont plus en mesure d'accomplir cette tâche, le titulaire doit en aviser, sans délai, le CNRS et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations.

Le titulaire et son personnel sont tenus sans limitation de durée par une stricte obligation de secret et de discrétion concernant les informations de toute nature, écrites ou orales, relatives à l'activité, à l'organisation et au personnel du CNRS, que l'exécution du présent accord-cadre l'amène à connaître.

Le titulaire reconnaît que toute divulgation léserait les intérêts du CNRS et engagerait sa responsabilité.

## **5.2 Obligation du CNRS**

Le CNRS désigne parmi ses agents des interlocuteurs privilégiés de la Direction de la Communication avec lesquels le titulaire peut se mettre en contact.

Le CNRS s'engage à transmettre au titulaire les divers supports pour les prestations d'adressage attendues, décrites à l'article 3.2 du CCTP.

## **ARTICLE VI – SOUS-TRAITANCE**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de l'accord cadre sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le CNRS et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance, conformément à l'article 3.6 du CCAG-FCS.

La sous-traitance de la totalité de l'accord cadre est interdite.

Le sous-traitant est soumis aux mêmes conditions que le titulaire qui reste seul responsable vis-à-vis du CNRS de l'ensemble de l'exécution de l'accord cadre.

Toute sous-traitance non-autorisée préalablement par le CNRS autorise celui-ci à résilier sans indemnités l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire.

## **ARTICLE VII – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

L'ensemble des données, codes, applications et plateformes digitales utilisées dans le cadre de la présente consultation est impérativement hébergé en France, à défaut dans l'Union Européenne.

D'une manière générale, l'ensemble des prestations et réalisations s'inscrivent dans un cadre juridique soumis au droit français. Il n'est pas autorisé de recours à des opérations offshore ou nearshore. Les codes et algorithmes qui seraient susceptibles d'être exploités sont auditable à tout moment.

### **7.1 Prestations attendues**

Les prestations, objet du présent accord-cadre, doivent s'exécuter conformément aux dispositions prévues dans le présent CCAP et dans le CCTP, sur la base des prix figurant à l'annexe financière (BPU) de l'acte d'engagement. Deux (2) types de prestations sont à réaliser par le titulaire dans le cadre de ce marché :

- des prestations récurrentes correspondant au routage trimestriel du journal « CNRS Le Journal »;
- des prestations complémentaires qui correspondent à des opérations non répétitives et exécutables à la demande du CNRS.

Le titulaire du présent accord-cadre s'engage à répondre impérativement à l'ensemble des prestations décrites à l'article 2 du CCTP. Il doit obligatoirement prendre en compte les supports transmis par le CNRS et respecter les modes de façonnage et de conditionnement

indiqués dans le CCTP précité (*notamment la mise en forme des fichiers d'adresses (art. 3.2 du CCTP) mise sous pli, mise sous film, assemblage*) selon les modalités d'organisation décrites dans son offre technique.

A compter de la réception des documents à router dans ses locaux, le titulaire doit respecter le délai de livraison prévu à l'article 3.5.1. du CCTP sous réserve de pénalités exigibles telles que prévues à l'article XIV du présent CCAP.

Le titulaire s'engage à transmettre la copie du bordereau original émis et signé par la Poste pour les dépôts concernés.

Le titulaire doit assurer le portage qui comprend l'enlèvement et/ou la livraison. La prestation comprend tous les frais afférents à l'exécution de cette prestation, y compris la fourniture des palettes.

## **7.2 Modalités d'émission des bons de commande et délais d'exécution**

L'accord-cadre est conclu avec un (1) opérateur économique comprenant des prestations à prix unitaires à bons de commande, avec un montant maximum et sans montant minimum (article 2.4 du présent CCAP), en application des articles R2162-2 alinéa 2 et R2162-4 du Code de la commande publique.

Les prestations sont exécutées sur notification préalable d'un bon de commande au titulaire par l'Acheteur. L'Acheteur émettra les bons de commande en fonction de ses besoins. Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du Titulaire ;
- l'objet et le numéro de l'accord-cadre ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la quantité des prestations commandées ;
- le délai d'exécution ;
- le montant du bon de commande basé sur les prix des prestations tels qu'indiqués dans l'annexe financière remise par le titulaire ;
- la signature de l'ordonnateur ou de son représentant habilité ;
- l'adresse de facturation.

Les bons de commande sont notifiés au titulaire par mail ou par lettre recommandée avec accusé de réception. L'annulation par l'Acheteur d'un bon de commande ne donne lieu à aucune indemnité, dès lors qu'il n'a donné lieu à aucun commencement d'exécution. Dans le cas contraire, le titulaire est indemnisé, sur présentation de justificatifs, des dépenses utiles qu'il a engagées pour l'exécution du bon de commande, à l'exclusion de toute autre indemnité.

Sauf stipulation différente des documents de l'accord-cadre, le délai d'exécution d'un bon de commande commence à courir à compter de la date de notification de ce bon de commande au Titulaire.

Seuls les bons de commande signés par l'Acheteur pourront être honorés par le titulaire.

L'émission des bons de commande s'effectue sans négociation préalable avec le titulaire. L'Acheteur a la possibilité de notifier des bons de commande au titulaire jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

L'exécution des bons de commande émis avant la date d'échéance de l'accord-cadre peut être poursuivie au-delà de cette date. Toutefois, dans ce cas, l'Acheteur ne peut notifier au

titulaire des bons de commande dont la durée d'exécution aboutirait à méconnaître l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

### **7.3 Clause environnementale**

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental de l'exécution des prestations dans le cadre du présent accord-cadre.

Le titulaire élabore annuellement un rapport environnemental en deux sections qu'il communique au CNRS dans un délai d'un mois après la date anniversaire du marché où il y précise :

- La démarche de tri sélectif des déchets créés lors de l'exécution du marché mise en place durant l'année écoulée et les objectifs et actions potentielles pour l'année à venir.

Conformément à l'article 20.4 du CCAG FCS, la valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant toute la durée de l'accord-cadre. Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels, traitement et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

## **ARTICLE VIII – CONFIDENTIALITE**

L'exécution de l'accord-cadre peut conduire le titulaire et certains de ses personnels à avoir connaissance d'informations sensibles qui, sans être couvertes par le secret de défense, ne doivent pas être rendues publiques.

Le titulaire s'engage et engage ses personnels à ne faire aucune divulgation, sous quelque forme que ce soit de tout élément connu dans le cadre du présent accord-cadre.

Le non-respect par le titulaire des prescriptions de sécurité du présent marché pourra entraîner sa résiliation sans indemnité à ses torts.

## **ARTICLE IX – VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS**

### **9.1 Vérifications**

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de l'exécution des services ou de la livraison des fournitures (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

Les opérations de vérifications sont assurées par le service contenu ou d'autres services de la Direction de la Communication (DIRCOM) du CNRS. Le titulaire s'engage à fournir au CNRS, à sa demande, toutes justifications permettant d'effectuer les vérifications nécessaires.

### **9.2 Décision après vérification**

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

## ARTICLE X – PRIX – MODALITES DE VARIATION

### 10.1 Etablissement prix unitaires des prestations

#### 10.1.1. Dispositions générales :

Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre seront réglées par application, aux quantités réellement exécutées, des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement et de son annexe financière.

Les prix des prestations récurrentes et complémentaires définies dans le CCTP sont unitaires, tels que chiffrés à l'annexe financière – BPU et appliqués aux quantités réellement livrées.

Les prix sont réputés complets et comprennent toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ainsi que toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations du marché : frais de transports (**hors affranchissement**), déplacements, emballage, fournitures, main d'œuvre, etc...

Pour les documents qui ne relèvent pas du routage de presse administrative, ces prix sont complets et intègrent les frais d'affranchissement.

Aux prix ainsi définis s'applique la T.V.A. au taux en vigueur au jour de la facturation.

Les frais de manutention et de transport, qui naissent de l'ajournement ou de rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

#### 10.1.2. Frais d'affranchissement :

Le titulaire transmet au CNRS la grille des tarifs postaux dans son offre financière. Celle-ci est également transmise à chaque fois que cette grille vient à être modifiée par La Poste.

Les frais d'affranchissement sont distingués en deux catégories : ceux assujettis à la T.V.A. et ceux qui ne le sont pas.

Le titulaire joint lors de la facturation les justificatifs des dépôts auprès de La Poste.

### 10.2 Modalités de variation des prix

Les prix unitaires de l'accord-cadre sont fermes pendant la première année d'exécution et sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de réception des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont révisables annuellement, à l'exception des remboursements d'affranchissement effectués sur justificatifs, à la date anniversaire du début d'exécution de l'accord-cadre par application aux prix de la formule suivante :

$$P = Po \times [0,15 + [0,85 * (ICHTrev-TSn / ICHTrev-TSo)]]$$

Selon les dispositions suivantes :

<b>P</b>	prix révisé hors TVA
<b>Po</b>	prix d'origine hors TVA figurant au marché
<b>ICHTrev-TSo</b>	indice du coût horaire du travail révisé- tous salariés « ICHTrev-TS » indices mensuels - Salaires et charges - Industries mécaniques et électriques - de l'année et du mois de remise des offres



<b>ICTrev-TSn</b>	indice du coût horaire du travail révisé – tous salariés « ICTrev-TS » indices mensuels - Salaires et charges - Industries mécaniques et électriques - publié à la date de la révision.
-------------------	---

La valeur finale de l'indice figurant au numérateur est celle du mois N de l'année N+1, N+2 et N+3.

L'index de référence est l'Index mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) - Base 100 en décembre 2008, disponible au lien suivant : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565183>.

Par dérogation aux articles 10.1.2 et 10.2.3 du CCAG/FCS, les calculs sont effectués au dix millième près puis arrondis en conformité avec les règles d'arrondi de l'euro.

En cas de cessation de publication ou de disparition de l'index de référence, les parties conviennent :

- d'adopter l'index de remplacement,
- si aucun index de remplacement n'est publié, de choisir un indice similaire.

La révision s'opère de manière définitive sur la base de la dernière valeur d'index publiée à l'INSEE au moment de l'application de la formule, que l'indice soit provisoire ou définitif. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Par dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG FCS, les nouveaux prix de l'accord-cadre ainsi définis ne s'appliquent qu'aux nouvelles commandes restant à notifier.

Le titulaire communique au CNRS ses nouveaux tarifs par lettre recommandée avec accusé de réception deux (2) mois minimum avant la date anniversaire de l'accord-cadre.

Les nouveaux tarifs deviennent contractuels sauf avis contraire de la Personne Responsable du Marché (PRM) prononcé dans le délai maximum de trente (30) jours calendaires à compter de la date de leur réception. Le titulaire en est informé par lettre recommandée avec accusé de réception.

Aux prix ainsi définis s'applique la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) au taux en vigueur au jour de l'exécution.

**Les parties au contrat peuvent décider de ne pas appliquer cette révision d'un commun accord.**

## **ARTICLE XI – MODIFICATIONS DU CONTRAT**

### **11.1 Clause de revue annuelle d'exécution**

Une réunion annuelle de revue d'exécution aura lieu à la date d'anniversaire de la notification de l'accord-cadre ou à une autre date à la demande du CNRS, la présence d'un représentant du titulaire sera obligatoire.

Cette réunion permettra de faire état de l'exécution de l'accord-cadre et apporter toutes améliorations nécessaires à la poursuite des relations contractuelles. Ainsi l'Acheteur et le titulaire pourront émettre des observations en vue d'améliorer l'exécution des prestations conformément aux prescriptions du CCTP.

Ainsi, certains paramètres pourront être revus :

- Les conditions d'exécution techniques de l'accord-cadre ;
- La modification des prestations de l'accord-cadre.

Le titulaire devra fournir au CNRS dans les quinze (15) jours suivant cette réunion et selon les dispositions modifiées :

- Une nouvelle annexe financière pour tenir compte des modifications ;
- Une nouvelle proposition technique d'exécution ;
- Une nouvelle proposition des prestations modifiées.

Le CNRS aura la possibilité de valider directement ces propositions ou d'engager une phase de négociations avec le titulaire. Il disposera d'un délai de trente (30) jours pour se positionner.

Sans retour de sa part, les propositions seront réputées refusées et l'accord-cadre continuera de s'exécuter selon les conditions initiales.

Le(s) nouveau(x) prix entre(nt) en vigueur à la date fixée par le CNRS dans le courrier adressé au titulaire ou à l'expiration d'un délai de 30 (trente) jours calendaires à compter de la validation du CNRS.

Le réexamen des conditions d'exécution est formalisé par voie d'avenant.

## **11.2 Clause de réexamen**

La clause de réexamen s'applique si l'une des conditions non limitatives suivantes est remplie :

- Incapacité du titulaire de respecter le/les délais d'exécution contractuel tels que définis dans le CCTP ;
- Bouleversement de l'économie globale de l'accord-cadre ;
- Evènements d'extrême gravité, particuliers et localisés ;

Le Titulaire peut soumettre au CNRS un dossier motivé si la situation persiste depuis au moins deux (2) mois et si la révision des prix telle que définie au présent CCAP ne permet pas d'atténuer les aléas économiques affectant le contrat.

L'Acheteur se réserve le droit de solliciter du titulaire tout justificatif nécessaire à l'appui de sa demande.

A compter de la réception du dossier susvisé, le CNRS dispose d'un délai de quinze (15) jours calendaires pour décider de l'ouverture de négociations avec le Titulaire, pouvant aboutir à un réexamen des clauses de l'accord-cadre. En cas de silence gardé, celui-ci vaut refus.

Après négociation et accord du Titulaire, la composition des prestations, leurs modalités d'exécution techniques et financières ainsi que les prix applicables formulés dans l'annexe financière sont susceptibles d'être modifiés. Cette modification ne peut avoir pour objet de modifier la nature globale ou le montant maximum du présent accord-cadre.

En cas de modifications contractuelles importantes, elles se feront par voie d'avenant.

En cas de rétablissement de la situation antérieure, les parties pourront mettre fin aux modifications contractuelles en respectant le parallélisme des formes ou selon le/les délais et

modalités indiqués dans l'avenant. Les clauses prévues initialement au contrat s'appliqueront de nouveau à la date précisée dans l'acte matérialisant la modification contractuelle ou le retour aux conditions initiales de l'accord-cadre.

### 11.3 Evolutivité du Bordereau des prix unitaires (BPU)

Dans la limite de l'accord-cadre, le bordereau des prix unitaires peut évoluer si l'introduction de prestations supplémentaires est demandée par le CNRS. Celles-ci sont introduites dans l'accord-cadre par voie d'avenant.

Pour ce faire, après acceptation des nouvelles prestations par la DIRCOM, le titulaire est tenu d'adresser au secteur achats, (Délégation Paris-Normandie, service financier et comptable, secteur achats, 3 rue Michel-Ange, 75794 Paris Cedex 16) la liste de celles-ci à introduire dans le nouveau BPU en y mentionnant le prix, dans un délai de 7 jours ouvrés maximum à compter de la réception de l'acceptation du nouveau BPU par la DIRCOM.

En cas d'acceptation, le nouveau BPU est acté par voie d'avenant et applicable à compter de la date de notification de l'acte modificatif.

### ARTICLE XII - AVANCE

En applications des articles R 2191-3 à R2191-12 et R2191-16 à R2191-19 du Code de la commande publique et par dérogation à l'article 11.1 du CCAG/FCS, le versement d'une avance n'est pas accordé puisque chaque bon de commande sera inférieur à 50 000,00 € hors taxe (HT).

### ARTICLE XIII - MODALITÉS DE RÈGLEMENT

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

**Le règlement est effectué, après service fait, pour chaque bon de commande, sur présentation de la facture correspondante adressée électroniquement via Chorus Pro exclusivement.**

Les factures afférentes aux paiements doivent comporter outre les mentions légales, le numéro du bon de commande, la désignation des prestations, la période relative à la facturation, le lieu d'exécution, les montants hors taxe, le taux et le montant de la TVA, les montants toutes taxes comprises, les modalités de détermination du prix de règlement et les coordonnées bancaires.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont :

\_Le code service de l'entité CNRS facturée : **MOY1666**

\_Le numéro du bon de commande (*exemple : 2642LO12345*), et le cas échéant le n° de l'accord-cadre figurant sur le bon de commande.

Les informations nécessaires au dépôt de la facture sur le portail de facturation sont les suivantes :

\_Adresse du portail : <https://chorus-pro.gouv.fr>  
\_SIRET CNRS : n°18008901303720  
\_Le code service de l'entité CNRS facturée : **MOY1666**  
\_Le code division : **0342**

En cas d'interruption des prestations liée notamment à la radiation de la procédure, au désistement d'instance, au retrait de l'acte attaqué, de transaction, le bon de commande et le service fait sont considérés comme exécutés à hauteur des prestations effectuées en fonction des diligences accomplies et du nombre d'heures réellement exécuté.

Conformément l'article R. 2192-10 du code de la commande publique, le délai global de paiement des sommes dues par le CNRS est de trente (30) jours calendaires à compter de la date de réception de la facture transmise par le titulaire aux services de la personne publique contractante. Toutefois, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

La date du service fait est constatée par le service ordonnateurs et la date de la réception de la demande de paiement est constatée par le Service central du traitement de la dépense (SCTD). À défaut, c'est la date de la demande de paiement augmentée de deux jours qui fait foi. En cas de litige, il appartient au titulaire de la commande d'administrer la preuve de cette date. Le délai global de paiement expire à la date du règlement par le comptable au sens du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

En application des dispositions des articles L. 2192-13 et R. 2192-31 du code de la commande publique, le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire le bénéfice d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points.

Le dépassement du délai de paiement peut donner lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de quarante (40) euros (décret n° 2012-1115 du 2 octobre 2012).

Le règlement est effectué par virement au compte ouvert au nom du titulaire à partir de son RIP original.

Le titulaire s'engage à informer la Délégation régionale de toute modification de son RIB / RIP.

**L'ordonnateur de la dépense est la Délégée Régionale de Paris - Normandie – 3 rue Michel-Ange – 75794 Paris cedex 16.**

**Le comptable assignataire chargé du paiement est l'Agent secondaire de la Délégation régionale de Paris - Normandie du CNRS – 3 rue Michel-Ange – 75794 Paris cedex 16.**

**Le fonctionnaire habilité à donner les renseignements, prévus aux articles R. 2191-59 à R. 2191-62 et R. 2393-42 à R. 2393-44 du code de la commande publique, est la Délégée régionale de Paris - Normandie – 3 rue Michel-Ange – 75794 PARIS CEDEX 16.**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

## **ARTICLE XIV – PENALITES**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, le titulaire encourt les pénalités suivantes sans mise en demeure préalable par le CNRS :

- en cas de mauvaise manipulation des fichiers, entraînant des erreurs dans l'intitulé des adresses (adresses incomplètes, etc...) et occasionnant des retours importants des exemplaires routés, le titulaire encourt une pénalité de deux (2) euros par retour de numéro (à partir de 200 exemplaires de retours dus à des erreurs de manipulation du fichier). Par ailleurs, le titulaire est tenu de récupérer les exemplaires non acheminés et faisant l'objet d'un retour à l'expéditeur, dans les bureaux du journal, et en assure le réacheminement à ses frais ;
- en cas de non-présence d'un représentant du titulaire à la réunion annuelle de revue d'exécution prévue à l'article 11.1 du présent CCAP, le titulaire encourt une pénalité d'un montant de cent (100) euros par jour calendaire de retard ;
- en cas de non-remise du rapport annuel environnemental prévu à l'article 7.3 du présent CCAP, le titulaire encourt une pénalité d'un montant de cinq cents (500) euros ;
- en cas de non-respect du délai d'expédition maximum de 72 heures tel qu'indiqué à l'article 3.5.1 du CCTP, le titulaire encourt une pénalité d'un montant de cinq cents (500) euros par jour calendaire de retard ;

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1.000€ pour l'ensemble de l'accord-cadre. Les pénalités sont dues dès le 1<sup>er</sup> euro.

## **ARTICLE XV – RESPONSABILITES**

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est seul responsable des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement, à son personnel ou à des tiers, à ses biens et aux biens appartenant au CNRS ou à ceux appartenant à des tiers.

## **ARTICLE XVI – DROIT DE PROPRIETE INTELLECTUELLE ET PROPRIETE DES SOURCES ET DOCUMENTS PRODUITS**

### **16.1 Droit de propriété intellectuelle de l'Acheteur**

Le présent accord-cadre n'emporte aucune cession ou concession, à quelque titre que ce soit des droits de propriété intellectuelle de l'Acheteur, notamment marques, logos et signes distinctifs au profit du titulaire.

Les rapports, documents, données, fichiers et/ou informations que l'Acheteur communique au titulaire pour l'exécution du présent accord-cadre sont et restent la propriété exclusive de l'Acheteur.

Le titulaire s'interdit de porter atteinte directement ou indirectement aux droits de propriété intellectuelle de l'Acheteur, et notamment s'interdit d'exploiter de quelque manière que ce soit autre que pour les besoins d'exécution des prestations, les rapports, informations, données ou fichiers et/ou documents qui lui auront été communiqués dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre.

Le titulaire s'engage par ailleurs à ne faire aucune référence à l'Acheteur et à ne lui attribuer aucune déclaration ou information, notamment par voie de presse, sans avoir obtenu l'accord préalable et écrit de l'Acheteur.

### **16.2 Propriété des sources et documents produits**

Tous les résultats, supports, modèles, documents, films, épreuves et fichiers informatiques produits dans le cadre de l'exécution des prestations sont la propriété exclusive du CNRS, qui en a la libre utilisation. Il en va de même de tous les moyens, documents et supports qui sont mis à la connaissance et/ou utilisés par le titulaire, notamment le bloc marque du CNRS (charte graphique, logo, signature institutionnelle...).

Tous les documents ou informations qui sont portés à la connaissance du titulaire ou qui sont produits dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre sont protégés et gardés strictement confidentiels. Ils ne peuvent être divulgués par le titulaire à des tiers au présent accord-cadre sans l'autorisation préalable du CNRS.

Le titulaire garantit que ses employés, co-traitants ou sous-traitants connaissent et respectent cette obligation de confidentialité.

## **ARTICLE XVII – PROTECTION DES DONNES A CARACTERE PERSONNEL**

### **17.1 Obligation des parties**

Certaines données transmises par le CNRS au titulaire constituent des données à caractère personnel.

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat et ce durant tout le temps où il produit ses effets entre les présentes parties.

La réalisation des prestations par le titulaire doit ainsi respecter l'ensemble des exigences liées à la protection des données à caractère personnel conformément aux dispositions de la

loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et du règlement européen n° 2016/679 sur la protection des données.

Le CNRS, en sa qualité de responsable de traitement, et le titulaire, en sa qualité de sous-traitant, assurent et préservent la sécurité, la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des systèmes de traitement et des données contenues.

## **17.2 Obligations du titulaire**

Le titulaire s'engage à ne traiter des données transmises que pour les seules finalités décrites dans l'accord-cadre. Si le titulaire considère qu'une instruction écrite constitue une violation d'une disposition en vigueur, il en informe immédiatement le CNRS.

Le cas échéant, le titulaire collabore avec le CNRS pour la réalisation d'analyses d'impacts relatives à la protection des données.

Le titulaire veille à ce que les personnels autorisés à traiter les données à caractère personnel s'engagent à en respecter la confidentialité ou soient soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le titulaire s'oblige à prendre toutes précautions utiles afin de les protéger contre toute destruction accidentelle ou illicite, perte, altération, diffusion et de garantir que les données ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement et atténuer les éventuelles conséquences négatives d'une faille de sécurité.

Il met à la disposition du CNRS toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent article et pour permettre la réalisation d'audits par le CNRS ou tout auditeur dûment mandaté par lui.

Le titulaire s'engage à communiquer au CNRS dans les meilleurs délais, et sous 48 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes sur le traitement des données personnelles ou sur le fonctionnement du système de traitement. Il lui fournit notamment toute information relative à la nature de la violation, au nombre de personnes concernées, aux catégories et au nombre d'enregistrements de données à caractère personnel concernés, ainsi qu'aux conséquences probables de la violation, aux mesures prises pour y remédier et atténuer les éventuelles conséquences négatives. Il conserve en outre tout document relatif à la violation de données, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Par ailleurs, il s'engage à coopérer avec le CNRS, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, à permettre l'exercice, par les personnes concernées, de leurs droits d'accès, d'opposition, de rectification ou de suppression prévus par la réglementation.

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations à une autre entité ni procéder à une cession du présent accord-cadre sans l'accord écrit préalable du CNRS et dans le respect de la réglementation applicable.

Dans ce cas, le sous-traitant du titulaire est tenu de respecter les obligations de l'accord-cadre. Il appartient au titulaire de s'assurer que son sous-traitant présente les



mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences des dispositions en vigueur. Le titulaire demeure pleinement responsable devant le CNRS des éventuels manquements de son sous-traitant en matière de protection des données.

En cas de changement de sous-traitance ayant un impact sur les données à caractère personnel et sur le niveau d'engagement du titulaire au titre du présent accord-cadre, ce dernier s'engage à le notifier au CNRS dans les plus brefs délais.

Le traitement des données ne peut être localisé en dehors de l'Union européenne, sans être en stricte conformité avec les obligations énoncées dans les clauses contractuelles types de la Commission européenne ou de la CNIL applicables au transfert de données.

Le cas échéant, le titulaire communique au CNRS le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

En cas de manquement à ces dispositions, la responsabilité du titulaire peut être engagée, sans préjudice d'éventuelles actions récursoires pour les dommages qui lui sont imputables.

## **ARTICLE XVIII – ASSURANCES**

Le titulaire de l'accord-cadre doit avoir souscrit un contrat d'assurance qui demeure en cours de validité pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés au personnel du CNRS ou à des tiers, à ses biens et aux biens appartenant au CNRS ou à des tiers à l'occasion des prestations, objet de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à souscrire une assurance suffisante et doit produire à toute demande du CNRS une attestation à jour de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie dans un délai de 10 jours calendaires à compter de la demande de l'acheteur et avant la notification.

## **ARTICLE XIX - RESILIATION**

Les conditions de résiliation applicables au présent accord-cadre sont décrites ci-après.

L'Acheteur se réserve le droit de faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le présent accord-cadre, aux frais et risques du titulaire - selon les modalités prévues à l'article 45 du CCAG-FCS soit en cas d'inexécution des prestations par ce dernier, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée pour faute du Titulaire.

L'accord-cadre peut être résilié selon les termes des articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité en cas de dénonciation anticipée de l'accord-cadre à la demande de l'Acheteur.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, en cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général, le titulaire ne percevra pas d'indemnité de résiliation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R.2344 du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 à 8 du Code du travail, conformément à l'article R.2351-13 du code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts, aux frais et risques du titulaire.



Par ailleurs, l'accord-cadre est résilié immédiatement et de plein droit, sans indemnité, ni préavis en cas de faillite du titulaire.

## **ARTICLE XX – LITIGES**

Le titulaire s'engage à résoudre à l'amiable tout différend survenu lors de l'exécution de l'accord-cadre. En cas de persistance du litige, celui-ci sera réglé par les lois et règlements du droit français. Le tribunal administratif de Paris est seul compétent.

## **ARTICLE XXI – DEROGATIONS AU CCAG-FCS**

Les articles du présent CCAP dérogeant au CCAG-FCS sont précisés dans le tableau ci-dessous (liste non-exhaustive) :

<b>Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé</b>	<b>Articles du présent CCAP dérogeant au CCAG-FCS</b>
Article 4.1	Article III
Articles 10.1.2 et 10.2.3	Article X.2
Article 11.1	Article XII
Articles 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3	Article XIV
Article 42	Article XIX